

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 12/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **KERAKOLL FRANCE**

25 avenue de l'industrie  
69960 CORBAS

Références : UD-R-CTESSP-234-RP  
Code AIOT : 0006110750

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2022 dans l'établissement KERAKOLL FRANCE implanté 25 avenue de l'industrie 69960 CORBAS. L'inspection a été annoncée le 29/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KERAKOLL FRANCE
- 25 avenue de l'industrie 69960 CORBAS
- Code AIOT : 0006110750
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Le site fabrique des mastics et joints d'étanchéité qui sont conditionnés sur place en cartouches, poches ou seaux.

Suite à une modification des activités, le site a déposé une demande d'autorisation qui a conduit à un nouvel arrêté d'autorisation du 17 septembre 2021. Les dispositions des précédents arrêtés préfectoraux concernant les activités du site ont été abrogés à cette occasion.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les suites des demandes non soldées de la précédente visite ;
- la gestion des eaux pluviales ;
- la Directive Émissions Industrielles ;
- Rejets atmosphériques ;
- les nouvelles activités réglementées par l'arrêté préfectoral du 17/09/2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 3.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
6	IED	Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 1.3	/	Lettre de suite préfectorale	9 mois
7	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 2.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Foudre	Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 5.2.6	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
12	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 5.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
14	Zone stockage GRV vide	Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 1.8	/	Lettre de suite préfectorale	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 3.2.3	/	Sans objet
13	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 5.3.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage	Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 1.8	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Captation et transport de COV	Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 1.8	/	Sans objet
5	Vannes d'isolements	Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 3.3.2	/	Sans objet
9	Organisation des stockages de l'IDPI	Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 5.1.3	/	Sans objet
10	Séisme	Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 5.2.8	/	Sans objet
11	Disposition constructive de la cuve intermédiaire de stockage IPDI	Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 5.1.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

Compte tenu des engagements de l'exploitant pour les non-conformités mises en évidence, il n'est pas proposé à ce stade de mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Etiquetage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 1.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à ce que l'exploitant appose un affichage sur les pistolets de distribution de produits afin d'éviter tout risque de confusion.  Lors de la présente visite, l'inspection constate que tous les pistolets de distribution de produits disposent d'un étiquetage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Captation et transport de COV

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 1.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à ce que l'exploitant prenne les dispositions nécessaires pour améliorer la vitesse de captation et de transports en COV de la machine « mal renzmann » située dans l'atelier production.  Lors de la présente visite, l'exploitant indique que la canalisation souple de la machine « mal renzmann » à l'origine de l'écart a été remplacée par une canalisation rigide. L'exploitant présente le rapport d'essai de l'Apave du 14/12/2021 (12383497-001- version 1) dans lequel il est indiqué que la vitesse d'aspiration de la machine « mal renzmann » de 13,2 m3/s est conforme (cette vitesse était de 3,8 m3/s en 2020).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Gestion des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau pluviale
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux susceptibles d'être polluées sont les eaux pluviales de voiries (...).  Les eaux pluviales de toiture des bâtiments, réputées « propres », sont dirigées vers le réseau de la zone industrielle. L'exploitant réalise une étude pour que ces eaux soient infiltrées conformément au SAGE de l'Est de Lyonnais. Cette étude est transmise à l'Inspection des installations classées dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette étude comprend un calendrier de mise en conformité des installations.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à ce que l'exploitant apporte des précisions sur la zone du parking non concernée par le passage des eaux pluviales dans le séparateur à hydrocarbures. L'exploitant devait prévoir l'installation d'un séparateur à hydrocarbures ou justifier que l'infiltration de cette zone susvisée respecte le PLU et le SAGE de l'Est Lyonnais et n'était pas de nature à entraîner un risque de pollution en cas de déversement accidentel de produits. L'exploitant devait aussi préciser si le bassin de la zone industrielle dispose d'un séparateur à hydrocarbures.  Par courrier du 25/01/2021, l'exploitant a indiqué avoir décidé pour la zone du parking VL d'installer un séparateur d'hydrocarbures pour les eaux pluviales.  Lors de la présente visite, l'exploitant indique que la planification de ces travaux n'a pas encore été réalisée et qu'il n'a pas réalisé d'étude pour l'infiltration des eaux pluviales comme le préconise le SAGE de l'Est de Lyonnais.

Avant d'installer un séparateur d'hydrocarbure pour le parking VL, l'inspection estime qu'il est préférable d'élargir le champ de l'étude d'infiltration des eaux pluviales en intégrant les eaux pluviales de voirie du parking VL. Ainsi, il pourra être déterminé si une infiltration des eaux de voirie du parking VL est faisable dans le respect du SAGE de l'Est lyonnais, ou s'il faut conserver le raccordement au réseau d'assainissement de la zone industrielle et réaliser un traitement des eaux en amont de leur rejet dans ce réseau.

Pour information le guide de recommandations de gestion des eaux pluviales dans l'Est lyonnais est accessible sur le site Internet du SAGE de l'est lyonnais :

[https://www.sage-est-lyonnais.fr/content/download/139511/1496451/version/1/file/Guide\\_V10+LIGHT+site+internet.pdf](https://www.sage-est-lyonnais.fr/content/download/139511/1496451/version/1/file/Guide_V10+LIGHT+site+internet.pdf)

**Demande :** l'exploitant réalise sous 4 mois une étude de faisabilité pour l'infiltration des eaux pluviales de toiture des bâtiments, réputées « propres », ainsi que pour les eaux pluviales du parking VL; et la transmet à l'inspection. L'exploitant attend les résultats de cette étude avant d'engager des travaux pour la gestion des eaux pluviales du parking VL.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 4 mois

#### N° 4 : Plan des réseaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 3.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau pluviale

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître (...) les secteurs collectés et les réseaux associés ; les ouvrages de toutes sortes ; les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

**Constats :**

Lors de la présente visite, l'exploitant présente un plan des réseaux du site et le transmet à l'inspection.

L'inspection constate que les vannes d'isollements du réseau d'eaux pluviales pourraient être mieux identifiées sur ce plan.

Après la visite, l'inspection constate que certaines portions du réseau d'eaux pluviales ne sont ni reliées à d'autres portions du réseau du site, ni à un exutoire.

**Demande :** sous 4 mois, l'exploitant met à jour le plan des réseaux de manière à représenter les réseaux existants sur le site ; identifie clairement les vannes d'isolement des réseaux EU / EP et le transmet à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Délai :** 4 mois

## N° 5 : Vannes d'isolements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 3.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eau pluviale
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site dispose de vannes d'isolements d'eaux afin d'empêcher toute pollution dans le milieu naturel ou le réseau communautaire : <ul style="list-style-type: none"><li>- vanne d'isolement d'évacuation d'eaux pluviales du quai logistique ;</li><li>- vanne d'isolement d'évacuation d'eaux pluviales de la zone déchargement vrac ;</li><li>- vanne d'isolement générale eaux pluviales et eaux usées sur les autres parties de l'entreprise.</li></ul> Les vannes de sectionnement sont visibles et facilement manipulables. L'exploitant s'assure de leur bon état annuellement. La vérification est consignée dans un registre.
<b>Constats :</b> Lors de la présente visite, l'exploitant indique qu'il réalisait un contrôle du bon fonctionnement des vannes d'isolement des réseaux à périodicité trimestrielle avant 2022 et annuelle depuis, comme demandé par l'arrêté préfectoral du 17/09/2021.  Il présente un document de suivi pour les années antérieures à 2022 et un outil de suivi informatique pour 2022 dans lequel il est indiqué que le dernier contrôle a été réalisé le 14/09/2022. Il n'est pas mentionné d'observation pour les contrôles réalisés dans ces documents de suivi.  L'exploitant indique qu'une vanne d'isolement pour le réseau des eaux usées a été installée en mai 2022 et que son bon fonctionnement a été testé le 09/05/2022.  Lors de la présente visite, sur demande de l'inspection, l'exploitant ferme la vanne d'isolement d'évacuation des eaux pluviales du quai logistique.  L'inspection constate la présence de gravillons dans le regard où est située la vanne, mais constate néanmoins que la vanne est totalement fermée.  <b>Observation :</b> L'exploitant veille à l'absence de matière dans les regards susceptible d'empêcher la fermeture totale des vannes d'isolement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : IED

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rapport de base
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le rapport de base est remis dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Le rapport de conformité est transmis dans un délai d'un an à compter de la date de publication du BREF.
<b>Constats :</b> Lors de la présente visite, l'exploitant indique qu'il a confié la production du rapport de base à la société Veritas, dont la première phase relative aux éléments historiques est prévue pour la fin de l'année 2022 et l'intégralité du rapport (phase 1 et 2) pour la fin du premier semestre 2023.  Après la visite, l'exploitant a transmis le bon de commande du 05/07/2022 à la société bureau

<p>veritas pour la production de la phase 1 du rapport de base. L'exploitant indique que la commande de la phase 2 ne peut pas être réalisée à ce stade car elle dépend des résultats de la phase 1.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant rappelle que son activité principale relève du BREF POL (polymères) pour lequel les meilleures techniques disponibles (MTD) n'ont pas été publiées.</p> <p>L'inspection précise que les MTD du BREF POL ne seront pas publiées car certains BREF, dont celui-ci ont été regroupés dans d'autres BREF, à savoir CWW et WGC. La publication du BREF CWW et les MTD associées ont déjà été publiées alors que la publication du BREF WGC et les MTD associées sont prévues pour 2023. C'est à compter de la publication du BREF WGC que le rapport de conformité devra être transmis sous un délai d'un an.</p> <p><b><u>Demande</u></b> : l'exploitant réalise et transmet le rapport de base à l'inspection des installations classées d'ici le 30 juin 2023.</p> <p><b><u>Observation</u></b> : l'exploitant réalise et transmet le rapport de conformité dans un délai d'un an à compter de la date de publication du BREF WGC.</p> <p><b>Type de suites proposées</b> : Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites</b> : Lettre de suite préfectorale</p> <p><b>Proposition de délais</b> : 9 mois</p>
--

#### N° 7 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 2.2.2
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée</b> :</p> <p>L'article 2.2.2 fixe les VLE pour les COV totaux y compris les COVNM et les COV portant une mention de dangers.</p> <p>L'article 2.3.1 fixe les fréquences de surveillance</p>
<p><b>Constats</b> :</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant présente le dernier rapport de mesures des émissions atmosphériques réalisé par SOCOTEC le 03/12/2020 (prélèvements réalisés le 10/11/2020).</p> <p>Il est mentionné dans ce rapport que les rejets atmosphériques de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- COV mesurés dans les conduits n°1 et n°5 (soit respectivement pour l'exploitant le conduit de l'unité de traitement sur charbon actif et le laboratoire) sont conformes ;</li> <li>- poussières mesurées dans le conduit n°4 est conforme (valeur de 0 mg/m3).</li> </ul> <p>L'inspection s'étonne de la valeur de 0 mg/m3 de poussière et précise que les conditions de fonctionnement de l'installation (mélangeur / dépoussiéreuse) à la source des émissions de poussières doivent être explicitement précisées dans le rapport de mesures des émissions atmosphériques.</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'a pas réalisé de mesure des émissions atmosphériques depuis l'arrêté préfectoral du 17/09/2021 qui fixe une périodicité annuelle des mesures.</p> <p>Après la visite, l'exploitant a transmis un bon de commande du 28/09/2022 à la société Apave, pour la réalisation de mesures de contrôles des rejets atmosphériques. Le prestataire précise que les mesures seront réalisées le 04/10/2022</p> <p><b><u>Demande</u></b> : L'exploitant réalise sous 1 mois une campagne de mesures des émissions atmosphériques et transmet les résultats à l'inspection des installations classées. Il est explicitement mentionné dans ce rapport les conditions de fonctionnement des installations à la</p>



<b>source des émissions de COV et de poussières lors de ces mesures.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : Foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 5.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place les équipements de lutte contre la foudre définis par l'étude technique du 30/11/2020. Les équipements sont installés avant le 31/12/2021. Les dispositions de la section III de l'arrêté du 4/10/10 susvisé sont applicables
<b>Constats :</b> Lors de la présente visite, l'exploitant indique avoir réalisé la quasi-intégralité des travaux de lutte contre la foudre mentionnée dans l'étude technique du 30/11/2020, sauf ceux concernant un boîtier de telecom, pour lequel il dépend de l'intervention de l'opérateur téléphonique qui le possède.  L'exploitant présente un dossier des ouvrages exécutés (DOE) réalisé par ADEE electronic, le 07/01/2022 présentant les travaux réalisés.
<b>Demande :</b> l'exploitant achève sous 3 mois les travaux de lutte contre la foudre mentionné dans l'étude technique du 30/11/2020.
<b>Demande :</b> l'exploitant satisfait à l'article 21, de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en faisant procéder à une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, de l'installation des protections, au plus tard six mois après leur installation. Ce rapport devra explicitement mentionner si tous les travaux à réaliser dans l'étude technique réalisée par TEC FOUDRE le 30/11/2020 ont été réalisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 9 : Organisation des stockages de l'IDPI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Seules une partie des dispositions spécifiques au stockage d'IPDI est contrôlée:
Armoires extérieures IPDI (produits neufs) : Armoires situées à plus de 15 mètres des limites de propriétés Armoires étanches et isolées thermiquement Absence d'autres stockages à moins de 3,3 mètres (risque effet dominos) Les armoires disposent d'une rétention intégrée
Stockage intermédiaire dans zone de stockage de matières premières : Le point haut de la cuve est inférieur à 4 mètres de hauteur (par rapport au sol)

ventilation appropriée
<p><b>Constats :</b>  <u>Armoires de stockage extérieur :</u>  Lors de la présente visite, l'inspection constate la présence de deux armoires extérieures pour le stockage de l'IPDI.  L'exploitant indique que l'une est destinée aux fûts pleins et l'autre aux fûts vides.</p> <p>L'inspection constate que ces deux armoires sont situées à plus de 15 mètres des limites de propriétés et qu'il n'y a pas d'autres stockages situés à moins de 3.3mètres.</p> <p>L'exploitant a transmis après la visite les factures de ces deux armoires, ainsi que la documentation technique du constructeur. D'après cette documentation, l'inspection constate que les armoires extérieures respectent les prescriptions contrôlées.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant indique avoir réalisé des mesures de température à l'intérieur de l'armoire de stockage de l'IPDI durant les fortes chaleurs de l'été. Il indique avoir relevé au maximum une température de 37°C.</p> <p><u>Stockage intermédiaire dans la zone de stockage de matière premières:</u>  Lors de la présente visite, l'inspection constate que le stockage intermédiaire est réalisé à moins de 4 mètres de hauteur par rapport au sol, que l'enceinte de stockage dispose d'un système de ventilation.</p> <p>Lors de la présente visite, il n'y a pas d'opération de transfert d'IPDI en cours</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 10 : Séisme

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 5.2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les armoires de stockages de l'IPDI sont scellées au sol. Les portes sont maintenues fermées.</p>
<p><b>Constats :</b>  Lors de la présente visite, l'inspection constate que les armoires de stockage de l'IPDI sont scellées au sol (armoire de stockage des fûts pleins et armoire de stockage des fûts vides). Les portes sont fermées à clés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 11 : Disposition constructive de la cuve intermédiaire de stockage IPDI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 5.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Cuve intermédiaire de stockage IPDI : Parois coupe-feu 1 heure ; toiture métallique.</p>
<p><b>Constats :</b>  Lors de la présente visite, l'inspection note les références de l'enceinte de stockage intermédiaire de l'IPDI, affichées sur cette dernière.</p>

Après la visite, l'exploitant a transmis la documentation technique pour les enceintes de cette gamme. L'inspection constate d'après cette documentation que l'enceinte de stockage de la cuve intermédiaire d'IPDI respecte les prescriptions contrôlées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 12 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 5.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Autres
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Lors de la présente visite, l'exploitant indique qu'un état des stocks est automatiquement généré chaque nuit et envoyé par mail à certaines personnes de l'entreprise.  L'exploitant présente l'état des stocks établi le 26/09/2022 à 4h du matin. L'inspection constate que l'état des stocks ne présente pas la nature des produits dangereux. L'exploitant indique disposer d'un logiciel qui lui permet d'avoir accès aux mentions de dangers de tous les produits mentionnés dans l'état des stocks. L'exploitant illustre ces propos pour quelques produits.  L'exploitant présente un plan général des stockages. L'inspection constate que ce plan n'est pas à jour puisque les stockages d'IPDI n'y figurent pas.  <b>Demande :</b> sous 2 mois, l'exploitant modifie son état des stocks de manière à indiquer la nature et la quantité des produits dangereux détenus, en les regroupant par famille au besoin ; met à jour le plan de stockage des matières dangereuses et le transmet à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 13 : Défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 5.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés comme ci-après (...) des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.
<b>Constats :</b> Lors de la présente visite, l'inspection constate dans la zone de stockage des solvants la présence de RIA (eau) et d'extincteurs. L'exploitant fournit la FDS de l'un des produits stockés dans cette zone. Cette dernière mentionne que les moyens d'extinction appropriés sont : Mousse résistant à l'alcool, Dioxyde de carbone

(CO2), Poudre chimique sèche; et que les moyens d'extinction inappropriés sont : Eau, Jet d'eau à grand débit. Au regard de la dimension de l'espace de stockage des solvants et de la quantités de produits stockés, l'inspection s'interroge si les moyens de lutte contre l'incendie sont adaptés aux risques.
<b><u>Demande</u> :</b> l'exploitant justifie sous 3 mois que l'espace de stockage des solvants est équipé de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 14 : Zone de stockage de GRV vide**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2021, article 1.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chronique, pollution eau, sol
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour (...) limiter les émissions de polluants dans l'environnement (...)
<b>Constats :</b> Lors de la présente visite, l'inspection constate la présence de liquide au sol devant la zone de stockage en plein air des GRV vides qui contenaient initialement des produits dangereux. L'exploitant indique qu'au moment de la manipulation des GRV vides, des égouttures ont pu tomber au sol.  <b><u>Demande</u> :</b> l'exploitant nettoie sous 7 jours le sol situé devant la zone de stockage des GRV vides en s'assurant de ne pas rejeter les liquides dans le terrain naturel situé à proximité de cette dernière. L'exploitant veille à l'avenir à l'absence de rejet de matière dangereuses sur cette zone et à sa propreté.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours